

[Français]

Ces coupures, monsieur le Président... un député conservateur tantôt, et je crois que c'est le député de Portneuf (M. Ferland)—lorsque mon honorable collègue de Westmorland—Kent (M. Robichaud), dans son allocution à la Chambre nous parlait aussi de l'importance de ces coupures—a dit que cela s'appelait rationaliser l'administration.

Monsieur le Président, comment se fait-il que, aujourd'hui, les députés conservateurs qualifient de telles coupures comme étant la rationalisation de l'administration, tandis qu'au moment où ils étaient du côté de l'opposition, ils parlaient du programme des 6 et 5—qui était minime en termes de coupures comparativement à ce qu'on voit aujourd'hui—comme des coupures majeures? D'où est venue cette conversion, monsieur le Président? Est-ce seulement dû au fait que les députés conservateurs ont traversé le seuil de la Chambre—temporairement bien entendu—mais, du moment où ils sont du côté du gouvernement, aujourd'hui, ils ont eu cette conversion? Est-ce cela la raison? Ou est-ce que les députés conservateurs refusent de défendre les intérêts de leurs provinces respectives dans cette Chambre et choisissent plutôt d'appuyer aveuglément le gouvernement?

Monsieur le Président, on ne le sait pas. Peut-être ne le saurons-nous jamais. Étant donné qu'un grand nombre de députés conservateurs ne seront pas ici pour longtemps, peut-être qu'on n'aura jamais l'occasion de le leur demander. Et c'est pourquoi il serait important de le savoir aujourd'hui, pendant que ces députés sont parmi nous et avant qu'ils nous quittent.

[Traduction]

Le gouvernement affirme qu'il avait annoncé ces mesures dans le budget de 1985. Ce n'est pas tout à fait vrai. L'exposé budgétaire parlait bien d'une réduction du financement des programmes établis, mais aucune échéance n'était mentionnée. C'était plutôt une déclaration d'ordre général que l'on invoque aujourd'hui pour justifier cet assaut contre les provinces.

Que pensent les provinces de ces coupures? On se souvient qu'une conférence a eu lieu à Halifax en novembre 1985. Les premiers ministres eux-mêmes ont été étonnés de l'ampleur des compressions. Vous vous en souvenez sûrement aussi bien que moi, mais je vais vous rappeler ce que le premier ministre de l'Ontario avait dit à ce moment-là, et je cite un article tiré du *Devoir*. Il a dit ce qui suit:

La réduction des fonds versés aux provinces entraînera une réduction équivalente des services. On disposera de moins de lits d'hôpitaux, a déploré le premier ministre de l'Ontario, M. David Peterson, qui croit en outre que, d'ici à 1990, le nombre des étudiants fréquentant les collèges et universités de la province va aussi baisser de quelque 75,000.

Tel a été le point de vue de l'un des premiers ministres provinciaux, notamment le premier ministre de la province que j'ai l'honneur de représenter à la Chambre. Nous devons accorder le plus grand sérieux à ces propos. Le député d'Ottawa-Ouest (M. Daubney) qui siège en face de nous et qui s'intéresse à mon discours—et je l'en remercie—prend certainement note de tout cela et il en discutera dans les coulisses avec le ministre des Finances (M. Wilson). Qu'on me permette de lire un autre passage tiré de la même entrevue. Ce passage a paru dans le journal *The Gazette* du 29 novembre 1985. On y dit ce qui suit:

Il ne s'agit pas que de coupes sombres, mais bien d'un abus de confiance. C'est ce qu'on appelle rompre sa promesse.

### Accords fiscaux—Loi

C'est ce que le premier ministre de l'Ontario a soutenu devant son homologue fédéral (M. Mulroney). Ce dernier lui a répondu ceci:

Ce n'est pas que nous avons rompu notre promesse. Nous avons cherché à régler de manière avisée un grave problème canadien.

N'est-il pas étrange de prétendre qu'il soit parfaitement raisonnable de faire des promesses, mais qu'il ne soit pas déraisonnable de ne pas les tenir, pour ensuite affirmer qu'on s'est employé à régler de manière avisée un grave problème canadien? Si le problème est si grave lorsque vient le moment de tenir une promesse électorale, pourquoi est-il si facile de faire ces mêmes promesses lors de la campagne électorale? Il se peut que les députés conservateurs qui interviendront après moi aujourd'hui nous apportent les éclaircissements voulus, pour notre gouverne à tous.

Le premier ministre Peterson a dit alors au premier ministre ce qui suit:

Vous n'avez pas réglé le problème national; vous vous en êtes déchargé sur nous.

Le gouvernement du Canada est incapable de régler ses problèmes attribuables au renflouement de banques, à la gabegie et au népotisme, et il s'en décharge alors sur les provinces. Il se débrouille pour ne pas assumer ses responsabilités en tant que gouvernement fédéral, et c'est tout à fait injuste.

Je voudrais maintenant vous citer ce qu'a dit le trésorier de l'Ontario, un homme respecté de tous les députés, j'en suis persuadé. L'honorable Robert Nixon, trésorier de l'Ontario et ancien chef du parti libéral de l'Ontario a déclaré ce qui suit:

L'opposition au projet d'Ottawa a été unanime. Personne n'a pensé qu'il s'agissait d'une bonne idée.

C'est le trésorier de l'Ontario qui a déclaré cela. Nos vis-à-vis ne le croient peut-être pas, car cette déclaration a été faite par un libéral, mais c'est tout simplement parce qu'ils sont extrêmement sectaires.

Permettez-moi de vous lire ce que le premier ministre du Nouveau-Brunswick a déclaré pour sa part. Il n'est certes pas libéral. Il y aura certainement un premier ministre libéral au Nouveau-Brunswick sous peu, mais à l'heure actuelle c'est encore le premier ministre Hatfield qui dirige et voici ce qu'il a dit:

Je n'aurai pas le choix et devrai faire payer davantage aux utilisateurs des services médicaux.

Voilà ce qu'a dit un premier ministre conservateur sur les effets d'une telle mesure. Si les conservateurs sont tellement aveuglés par l'esprit de parti qu'ils ne peuvent prêter l'oreille aux premiers ministres et aux gouvernements libéraux provinciaux, qu'ils écoutent au moins les premiers ministres conservateurs provinciaux. C'est le parti conservateur qui a parlé de coopération et de consultations fédérales-provinciales au cours de la dernière campagne électorale. Où est donc passé cet esprit de coopération? Envolé. Porté disparu. Ou peut-être n'a-t-il jamais existé.

Nous parlons de compressions qui vont nuire aux universités. Nous parlons de compressions préjudiciables au régime de soins médicaux. Mais certains députés d'en face ont rétorqué: «Que les provinces dépensent leur argent à leur guise!» Fort bien, mais lesquelles verseraient, par plaisir, des fonds dans le régime de soins médicaux? J'ose croire que c'est par nécessité, et non pas par plaisir, qu'elles le font. Qui pourrait éprouver du plaisir à subventionner les nécessiteux et les chômeurs? C'est